



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le **10 MAI 2016**

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Danielle RADIX

☎ : 04 72 61 37 81

✉ : danielle.radix@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-7 ;

VU le dossier de demande d'autorisation déposé le 17 juillet 2013 par la société POURQUERY DMP située 93, boulevard du Parc d'Artillerie à LYON 7ème en vue d'exploiter une installation industrielle de fonte et d'affinage de métaux non ferreux ;

VU le rapport de non recevabilité du 26 août 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU les courriers adressés à l'exploitant les 29 août 2013 et 29 janvier 2014 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'inspection réalisée le 11 mars 2016 et le rapport du 15 mars 2016 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que les activités du site qui concernent la préparation, l'analyse, la fonte, et l'affinage chimique et électrochimique des métaux non ferreux sont classées au titre de la rubrique n°3250-a de la nomenclature des installations classées, et que l'établissement est concerné par les dispositions prévues aux articles R 515-58 à R 515-84 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le dossier de demande doit comporter la description des mesures prévues pour l'application des meilleures techniques disponibles (article R 515-59), ainsi que le rapport de base prévu à l'article L 515-30 du code de l'environnement ;

.../...

CONSIDERANT que les insuffisances listées dans le rapport de non recevabilité du 26 août 2013 doivent être traitées ;

CONSIDERANT que le classement des activités au titre des rubriques listées dans le rapport de l'inspection des installations classées du 15 mars 2016 doit être justifié ;

CONSIDERANT que le classement des activités au titre des rubriques « 4000 » de la nomenclature des installations classées doit être précisé et justifié au vu des quantités de produits susceptibles d'être présents dans l'installation ;

CONSIDERANT que la description des démarches engagées pour l'obtention de l'autorisation de rejets doit être jointe ;

CONSIDERANT que les dispositifs de rétention et des modalités de stockage des produits susceptibles de conduire à une pollution des eaux ou du sol doivent être précisément décrits et leur dimensionnement justifié ;

CONSIDERANT que les consommations de produits susceptibles d'être émis par l'installation dans l'air, l'eau ou les déchets doivent être explicitées ;

CONSIDERANT que les analyses des rejets atmosphériques et aqueux qui permettent de caractériser et d'évaluer l'impact de l'établissement doivent être réalisées et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que la description et la prise en charge réglementaire des déchets de l'activité doit être justifiée ;

CONSIDERANT que l'activité de la société POURQUERY DMP située 93, boulevard du Parc d'Artillerie à LYON 7ème est en situation administrative irrégulière au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant qu'il dépose un dossier de demande d'autorisation qui actualise et complète celui déposé en 2013 en vue de régulariser la situation administrative de son activité ;

CONSIDERANT, en outre, que le fonctionnement de cet établissement, dans des conditions irrégulières, peut présenter des dangers pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L 171-7 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}

La société POURQUERY DMP située 93, boulevard du Parc d'Artillerie à LYON 7ème est mise en demeure de déposer à la direction départementale de la protection des populations (service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement), dans un délai de *trois mois* à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de demande d'autorisation constitué conformément aux dispositions de l'article L171-7 du code de l'environnement.

ARTICLE 2

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de LYON 7ème,
- à l'exploitant.

Lyon, le 16 0 MAI 2016

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général adjoint
Sous-Préfet de l'arrondissement de Lyon


Denis BRUEL